



Laval le 10 octobre 2016

POUR DEFENDRE L'HOPITAL PUBLIC

TOUS ET TOUTES EN GREVE LE 8 NOVEMBRE 2016

- **Un seul constat :**
L'hôpital et ses personnels sont attaqués de toute part, avec une accentuation sans précédent sur la période 2010/2016.
- **Un seul objectif :**
La déstructuration du système hospitalier français. En seulement 6 ans deux lois complémentaires ont atteint leur objectif et eu des conséquences néfastes : la loi HPST (Hôpital, Patient, Santé, Territoire), la loi Santé (dite de modernisation du système de Santé).

La Défense de l'Hôpital Public nous impose la GREVE.



Les Fédérations FO - CGT SUD ont décidé d'appeler à la GREVE et à la MOBILISATION de l'ensemble des personnels de la Fonction Publique Hospitalière (du secteur sanitaire, social et médico-social) :

LE MARDI 8 NOVEMBRE 2016



DECLARATION INTERSYNDICALE CGT, FO, SUD

Que constatons-nous en ce mois de septembre 2016 ?

Les deux lois hospitalières promulguées depuis 6 ans, que ce soit la loi HPST (Hôpital, Patient, Santé, Territoire), la loi Santé (dite de modernisation du système de Santé), ne sont que le côté pile et le côté face d'un seul objectif : la déstructuration du système hospitalier français.

En seulement 6 ans ces deux lois complémentaires ont atteint leur objectif et eu les conséquences néfastes suivantes :

- **135 Groupements Hospitaliers de Territoire** qui se substituent aux 850 Etablissements Publics de Santé.
- **Des conditions de travail qui se dégradent** avec, pour conséquence, une pénibilité accrue, des burn out en série, des suicides de professionnels qui se multiplient (ceux que l'on connaît et ceux qui restent sous silence).
- **La mise en place à pas feutrés d'un second statut** : plus de 20 % de nos collègues (200 000) sont contractuels, avec pour seule perspective la précarité !
- **Des budgets imposants des restructurations drastiques**, en application du pacte de responsabilité infligeant 3,5 milliards d'euros d'économies aux Etablissements Publics de Santé.
- **Des services entiers fermés, des lits supprimés** partout, avec une accélération de ces mesures pendant l'été 2016. Raison première invoquée « il manque des postes de médecins et de personnels non médicaux ». Si elle est en partie vraie, elle n'en reste pas moins programmée d'une politique réfléchie et structurée de réduction de l'offre de soins, créant des déserts médicaux.
- **Des ordres professionnels** (Masseur-kinésithérapeute, pédicure, podologue et Infirmier) qui deviennent de véritables « polices politiques », traquant les collègues tout au long de leur vie professionnelle et au-delà. Ex. : l'Ordre Infirmier, conforté par les articles 64 et 107 de la loi Santé, gère aujourd'hui le fichier Adeli, le développement professionnel continu, les demandes de formation. L'Ordre continue d'exiger l'interdiction d'exercer pour les professionnels non adhérents
- **Le Parcours Professionnel Carrière et Rémunérations** : ce dispositif imposé et autofinancé par les hospitaliers, ralentit et allonge les déroulements de carrière. En ce qui concerne les salaires, il amplifie les écarts entre les catégories au détriment des plus bas salaires et le transfert prime/point est une opération blanche.
Autrement dit ce simulacre de « protocole » n'est que poudre aux yeux pour les hospitaliers.
- **Hold-up sur les fonds de formation professionnelle** financés par le salaire différé, les fonds de réserve de l'Association Nationale de la Formation permanente des agents Hospitaliers seront ponctionnés de 150 millions en 2016 et 150 millions en 2017. Nous demandons le retrait immédiat des articles 3 et 53 du projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2017.

C'est ainsi que pour cette rentrée sociale 2016, pour la Fonction Publique Hospitalière, les revendications des organisations syndicales FO – CGT – SUD restent identiques :

- Abrogation de la Loi HPST Abrogation de la Loi Santé Abandon de la « territorialisation » de l'offre de soins, des GHT et des restructurations
- Arrêt des fermetures de lits et des suppressions de postes Fin des enveloppes limitatives et abandon du plan ONDAM triennal de 3,5 milliards d'économies sur les hôpitaux Octroi des moyens budgétaires permettant aux établissements sanitaires et médico-sociaux d'assurer leur mission de service public, d'investir, d'embaucher et de titulariser nos collègues contractuels
- Abrogation des ordres professionnels Ouverture de vraies négociations sur les carrières et les grilles indiciaires Une égalité salariale entre les hommes et les femmes
- Un plan d'urgence de formation initiale et continue pour palier au déficit démographique actuel et garantir à l'avenir des effectifs permettant un retour à la qualité, la sécurité et au confort du soin
- La préservation et le développement d'un service public républicain de santé, de proximité sur l'ensemble du territoire, garant d'une réelle égalité dans l'accès aux soins.

**Face à ces revendications, le Gouvernement nous répond, soyez patients « TOUT VA MIEUX » !!!
Devant un tel mépris, une seule réponse : la mobilisation et le rapport de force.
La Défense de l'Hôpital Public nous impose d'être dans l'action LE MARDI 8 NOVEMBRE 2016.**

Pour construire et assurer le succès de cette journée de grève nationale et de manifestations (avec un rassemblement parisien devant le Ministère de la santé), nous appelons nos syndicats à organiser ensemble des Assemblées Générales des personnels pour :

- Arrêter les revendications précises en matière de conditions de travail, d'effectifs, d'emplois, de maintien de services
- Organiser le blocage des GHT
- Poursuivre et amplifier les luttes locales quand elles existent et préparer la journée du 8 novembre.

CéGéTez vous et mêlez vous de votre hosto !

Retrouvez de nombreuses infos sur notre site internet : www.cgt-chlavour.fr